

VAL-CENIS

Plan Local d'Urbanisme de Sollières-Sardières

Remplacement-relocalisation d'une
centrale à béton

**Modification n°3 du PLU / Exposé des
motifs et traduction réglementaire**



SOMMAIRE

Objectifs de la modification et localisation du projet de centrale à béton	P1
Contexte juridique	P2
Modification nécessaire du PLU	P2
Conditions de mise en œuvre de la modification du PLU et procédure	P2
La loi montagne	P3
Exposé des motifs	P5
Les évolutions technologiques et le fonctionnement de l'entreprise	P5
Les risques d'inondations	P6
Les entrées /sorties des camions	P7
Le paysage local	P8
Le site d'implantation de la nouvelle centrale à béton et ses réponses aux différentes problématiques	P11
Les accès et le paysage	P11
Le paysage	P12
Le risque d'inondations	P13
Le risque avalanche	P15
Description du secteur et des grands enjeux environnementaux et agricoles	P16
Profil environnemental du site	P16
Les ZNIEFF	P17
Les zones Natura 2000	P18
L'Arc et sa ripisylve, les zones humides	P19
Conclusions sur les incidences du projet sur l'environnement et l'agriculture	P19
Traduction réglementaire	P20
Principes	P20
Modifications du règlement écrit de la zone N	P21

OBJECTIFS DE LA MODIFICATION ET LOCALISATION DU PROJET DE CENTRALE À BÉTON

La modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Sollières Sardières* vise à permettre le remplacement et la relocalisation de la centrale à béton située sur le site de l'entreprise BHM (Bétons Haute Maurienne) déjà dédié à cette activité et situé entre l'Arc et la RD 1006, entre le village de Sollière l'Endroit et le village de Termignon.

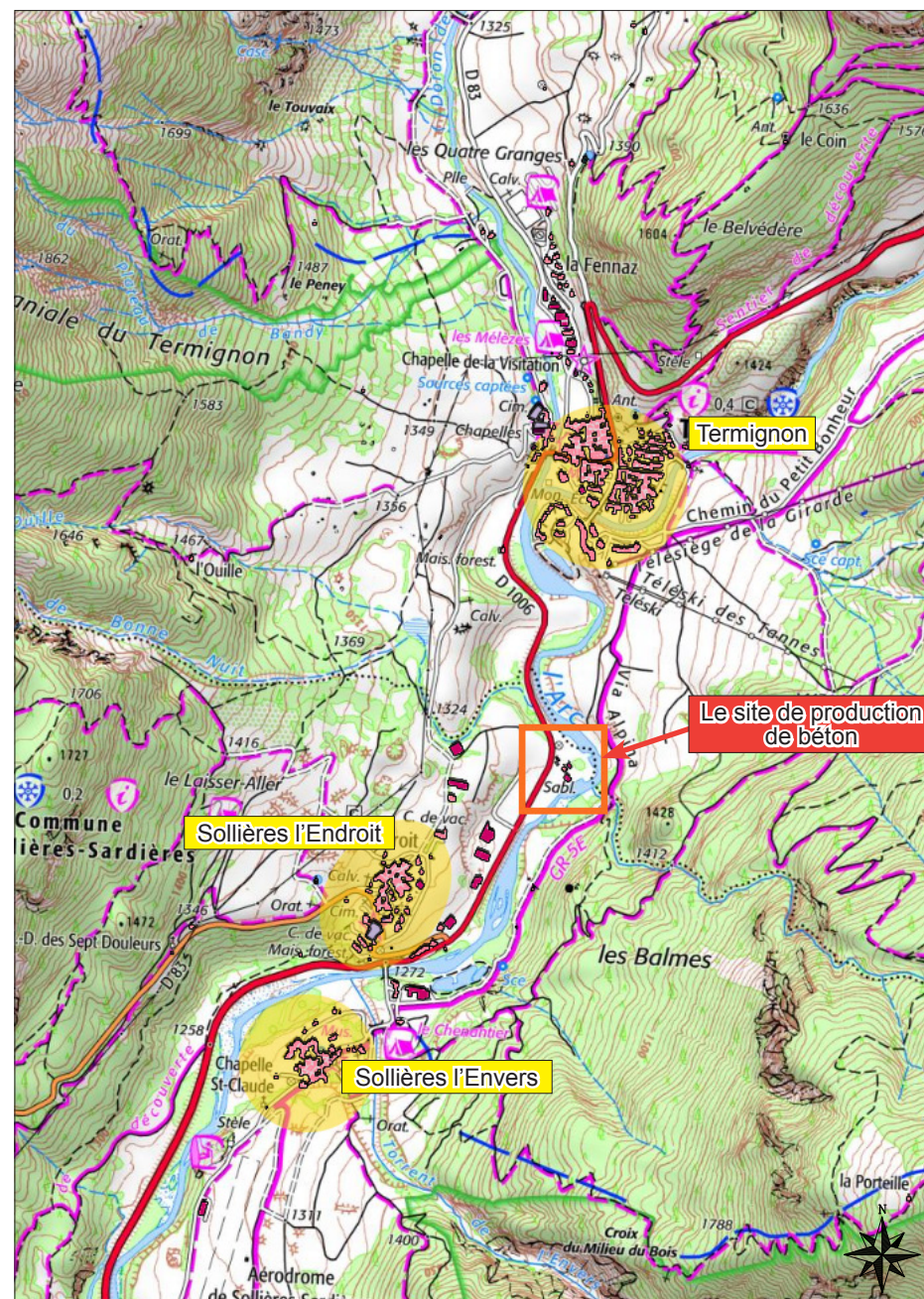
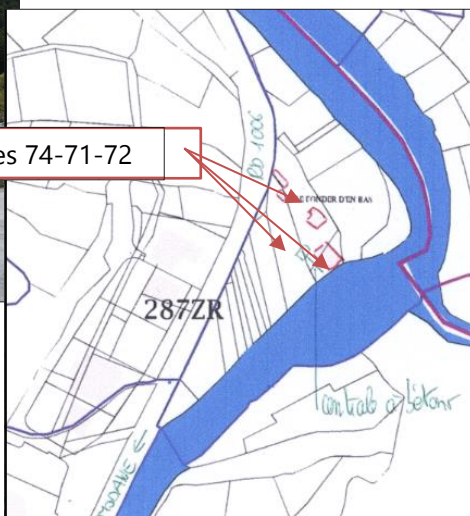
Cette nouvelle centrale permettra la poursuite de l'activité. Cette activité joue un rôle important dans la vallée, en produisant localement un matériau indispensable à la construction. Sans elle, il serait nécessaire de faire venir le béton par transport routier depuis les vallées voisines, sur de grandes distances et à des coûts importants (qu'ils soient écologiques, compte-tenu du transport par camion) ou financier, le transport du béton constituant une partie importante du coût final du matériau.

La production locale de béton est indispensable aux travaux de montagne. Elle constitue un maillon important de l'économie du bâtiment, en fournissant sur place ou quasi sur place le matériau de base des aménagements et constructions. BHM est le seul producteur de béton de Haute Maurienne (la centrale de Modane est réservée aux travaux sur le tunnel du Fréjus).

**Le projet de remplacement et de déplacement de la centrale à béton se situe sur la commune nouvelle de « Val Cenis » créée le 1er janvier 2017 (regroupement des communes de Bramans, Lanslebourg, Lanslevillard, Sollières-Sardières et Termignon). La nouvelle commune ne disposant pas de Plan Local d'Urbanisme, le PLU de l'ancienne commune de Sollières Sardières continue de s'appliquer. C'est lui qui fait l'objet de la procédure de modification.*



La centrale à béton actuelle.



CONTEXTE JURIDIQUE

Modification nécessaire du PLU

Pour pouvoir construire la centrale à béton, la mise en œuvre d'une procédure de modification du PLU est nécessaire au regard de l'incompatibilité actuelle du document d'urbanisme, qui classe le terrain d'assiette du projet en zone naturelle (Nd) où «le stockage des matériaux propres à l'activité en place est autorisé», mais pas les installations ou constructions qui relèvent de cette activité. La modification du PLU définira donc un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL* qui reprendra la dénomination Nd) dont le règlement sera adapté à pour la construction de de la nouvelle centrale à béton future et à son aire de fonctionnement.

** Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :*

1° Des constructions ;

[...]

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, [...] doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Conditions de mise en œuvre de la modification du PLU et procédure

La modification permet, au travers d'une procédure simple et moins coûteuse qu'une révision d'apporter des adaptations au P.L.U., sous réserve, en application de l'article L153-31 du code de l'urbanisme :

- _que les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ne soient pas changées,
- _qu'aucun espace boisé classé ni qu'aucune zone agricole ou zone naturelle et forestière ne soient réduits,
- _qu'aucune protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ne soit réduite,
- _qu'aucune évolution du PLU ne soit de nature à induire de graves risques de nuisance.

Les modifications du règlement écrits, nécessaires à l'intégration de l'objectif poursuivi respectent les conditions déclinées ci-dessus (la démonstration en est faite dans les chapitres suivants). Dès lors, la procédure de modification du PLU peut être engagée telle qu'elle est décrite aux articles L153-41 à L153-43 du code de l'urbanisme :

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.*

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Les chapitres ci-après décrivent la modification et exposent ses motifs.

La loi montagne

L'intégralité du territoire communal est classée en zone de montagne. Dès lors, s'appliquent les articles L122-2 et suivants et R122-1 et suivants du code de l'urbanisme et notamment le principe d'urbanisation en continuité défini à l'article L122-5 :

L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

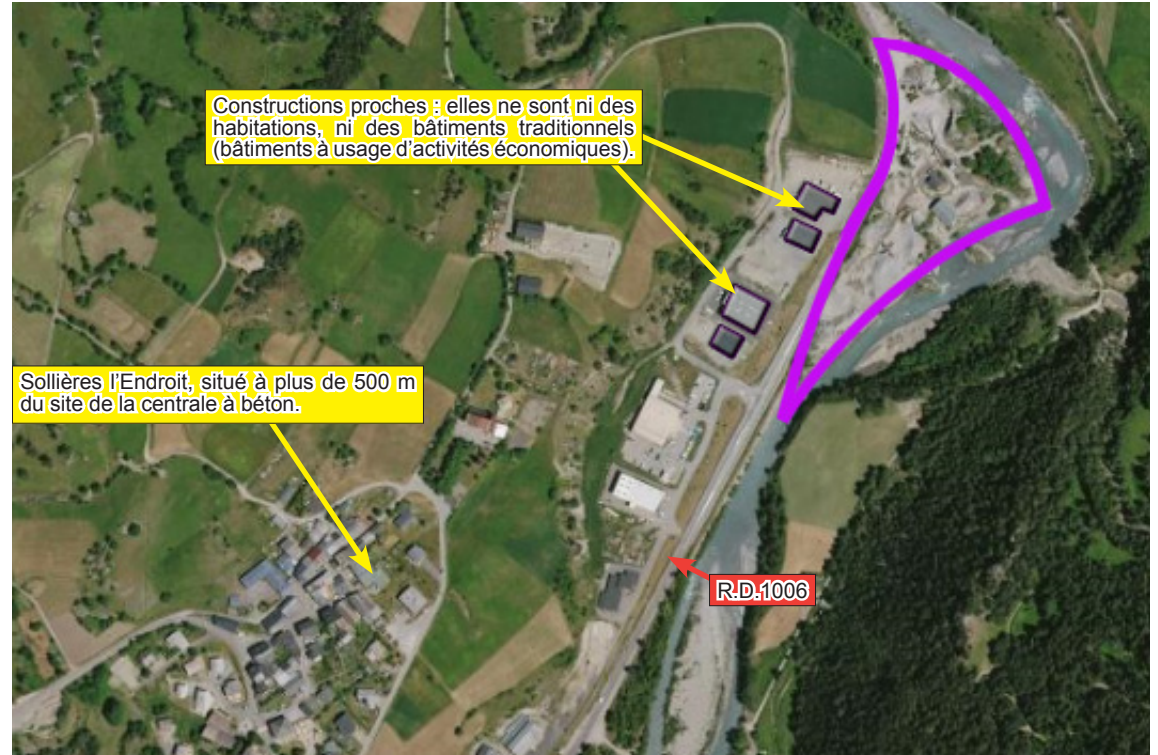
Le projet de centrale à béton peut être considéré comme un équipement incompatible avec le voisinage des zones habitées (au travers des flux de camions qu'il génère, des poussières soulevées, des nuisances sonores des équipements) mais ne constitue pas un équipement **public**. Dès lors, il devrait être implantée en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Toutefois, cette règle d'implantation en continuité ne peut pas être respectée : si le site de la centrale à béton est proche de bâtiments existants, ces bâtiments sont à usage d'activités. Ils ne sont ni des habitations, ni des constructions traditionnelles. Par ailleurs, la R.D.1006 forme une coupure qui crée une discontinuité.

L'article L122-7 définit néanmoins les exceptions possibles au principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante :

«Les dispositions de l'article L. 122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L. 122-9 et L. 122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

[...]



Les bâtiments destinés à l'activité économique au voisinage du site de production de béton (de l'autre côté de la R.D.1006). Ils ne constituent pas un groupe d'habitations ni un groupe de constructions traditionnelles.

Il est donc possible de construire en discontinuité, sous réserve des justifications demandées à l'article L122-7 :

La nécessité de la discontinuité avec l'urbanisation existante au regard des spécificités locales

La nouvelle centrale à béton s'inscrit dans le périmètre «Installation Classée pour la Protection de l'Environnement» établi par l'État et délivré à l'entreprise BHM. **Dès lors, implanter cette centrale en-dehors de ce périmètre contreviendrait à l'autorisation.**

Par ailleurs, la nécessité de la discontinuité avec les groupes d'habitations est consubstantielle à l'activité, pour prévenir les nuisances qu'elle induit (et qui légitiment le classement ICPE) : nuisances sonores liées au fonctionnement des installations (malaxeur, rotations de camions pour livrer le béton...), poussières créées...

Le choix d'implantation de la centrale à béton est aussi dicté par des nécessités fonctionnelles : il est nécessaire que les camions qui alimentent la centrale en granulats ou qui livrent le béton puissent accéder rapidement sur la R.D.1006, sans interférer avec le réseau routier local (et limiter ainsi les risques d'accidents ni dégrader les routes communales).

La nouvelle centrale à béton doit également rester attenante aux aires de stockages des matériaux nécessaires à la fabrication (à défaut, pour la continuité de l'activité, il faudrait trouver ailleurs que sur le site actuel une surface équivalente (de l'ordre de 1,5 ha, pour relocaliser l'ensemble de l'activité).

Dès lors, par essence, au regard de la réglementation liée à l'autorisation ICPE et pour éviter les nuisances induites sur les logements, la centrale à béton doit nécessairement être située dans l'emprise actuelle de l'activité.

Pour ces raisons, il n'y a pas d'alternative à l'implantation de la nouvelle centrale à béton en discontinuité des villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Outre l'énoncé des raisons de la nécessaire discontinuité du projet de centrale à béton au regard des spécificités locales, toujours dans le cadre de la loi montagne, il faut aussi démontrer la compatibilité du projet avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel, ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

Ces compatibilités sont exposées dans les chapitres suivants.



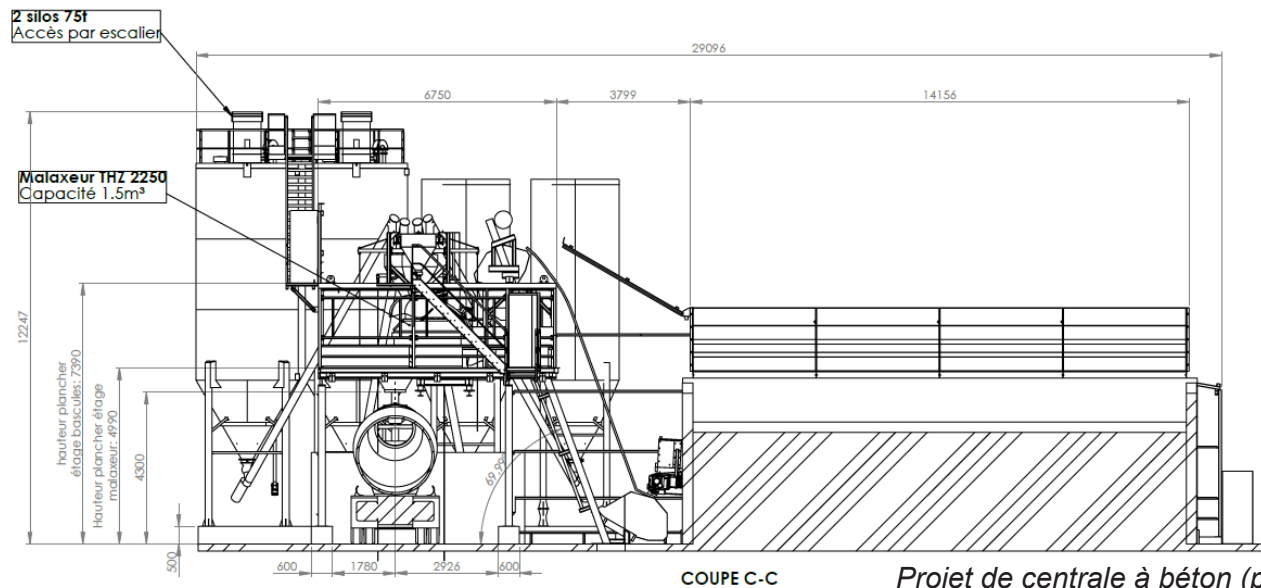
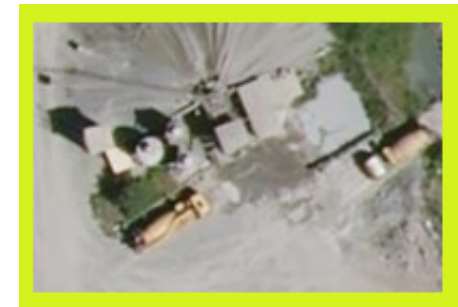
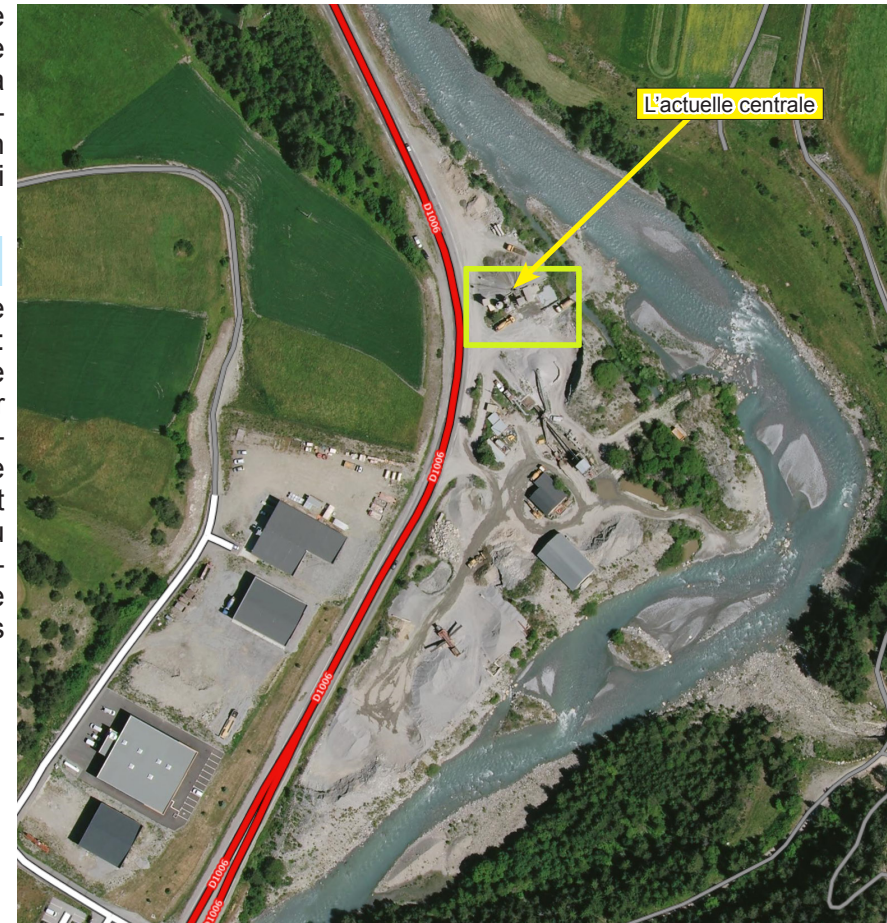
Aire ICPE dans laquelle est autorisée : l'activité rangée sous le n° 2518 ci-après de la nomenclature : «installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522». La capacité de malaxage étant inférieure ou égale à 3 m³.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La société «Béton de Haute Maurienne» souhaite remplacer sa centrale à béton actuelle (construite en 1988), arrivée en fin de vie et bientôt obsolète. La poursuite de l'activité implique de construire une nouvelle centrale aux normes. Par ailleurs, les progrès technologiques sur les des centrales à béton de nouvelle génération (qui ont simplifié les modalités techniques d'installation des équipements) et les points faibles de la localisation actuelle de la centrale, relatifs au risque d'inondation par l'Arc, aux circulations automobiles et à l'intégration paysagère ont conduit à une réflexion qui est allée au-delà du simple remplacement sur site des installations actuelles :

Les évolutions technologiques et le fonctionnement de l'entreprise

Dans les années quatre vingt, la construction d'une centrale à béton impliquait la réalisation de plusieurs ouvrages de génie civil pour assurer le fonctionnement et la stabilité des installations : murs, voiles de bétons. Désormais, pour les nouvelles centrales (du type de celle qui sera installée en remplacement de l'actuelle), ces ouvrages de génie civils ne sont plus nécessaires. Ainsi, pour installer une centrale neuve sur le terrain d'assiette de l'actuelle, il faudrait déconstruire tous les ouvrages de génie civil existants, avec un surcoût induit notable. Cette option impliquerait aussi une première phase de démontage des installations existantes, avec un arrêt de la production pendant cette phase, puis la construction de la nouvelle centrale, sans production possible. Compte-tenu de l'activité saisonnière de l'entreprise, cela reviendrait à la priver d'une année entière de fabrication, ce qui mettrait en péril son existence et au-delà, l'approvisionnement en béton dans la vallée (en impliquant l'acheminement de béton par camions toupies depuis d'autres centrales bien plus éloignées, à un coût écologique et financier bien supérieurs).



COUPE C-C

Projet de centrale à béton (plan d'élévation).

Outre les considérations propres au fonctionnement de l'entreprise et à sa viabilité, la localisation de la centrale actuelle pose plusieurs problèmes :

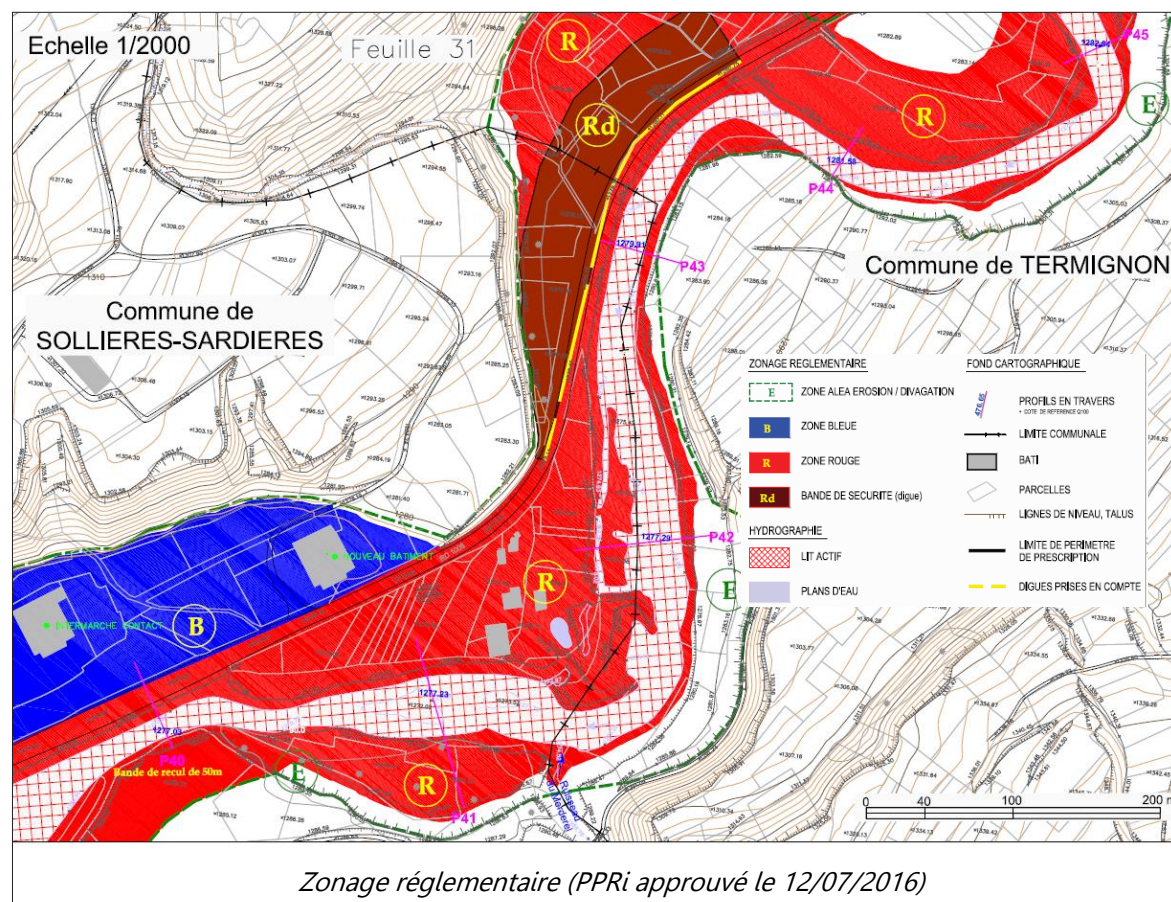
Les risques d'inondations

L'actuelle centrale est proche de l'Arc et si globalement, toute l'emprise où l'activité est autorisée (au titre des ICPE) est inondable par les crues de l'Arc, le site actuel figure parmi les plus exposés à ces crues. Compte-tenu de sa proximité avec le torrent.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) approuvé le 12 juillet 2016 a établi un zonage réglementaire (ci-contre). L'échelle de cartographie est de 1/6 000 et 1/ 2 000. Le zonage réglementaire est accompagné de cartes des hauteurs de référence. Le site d'exploitation de BHM et du projet de déplacement de la centrale à béton se situent en zone R du PPRI.

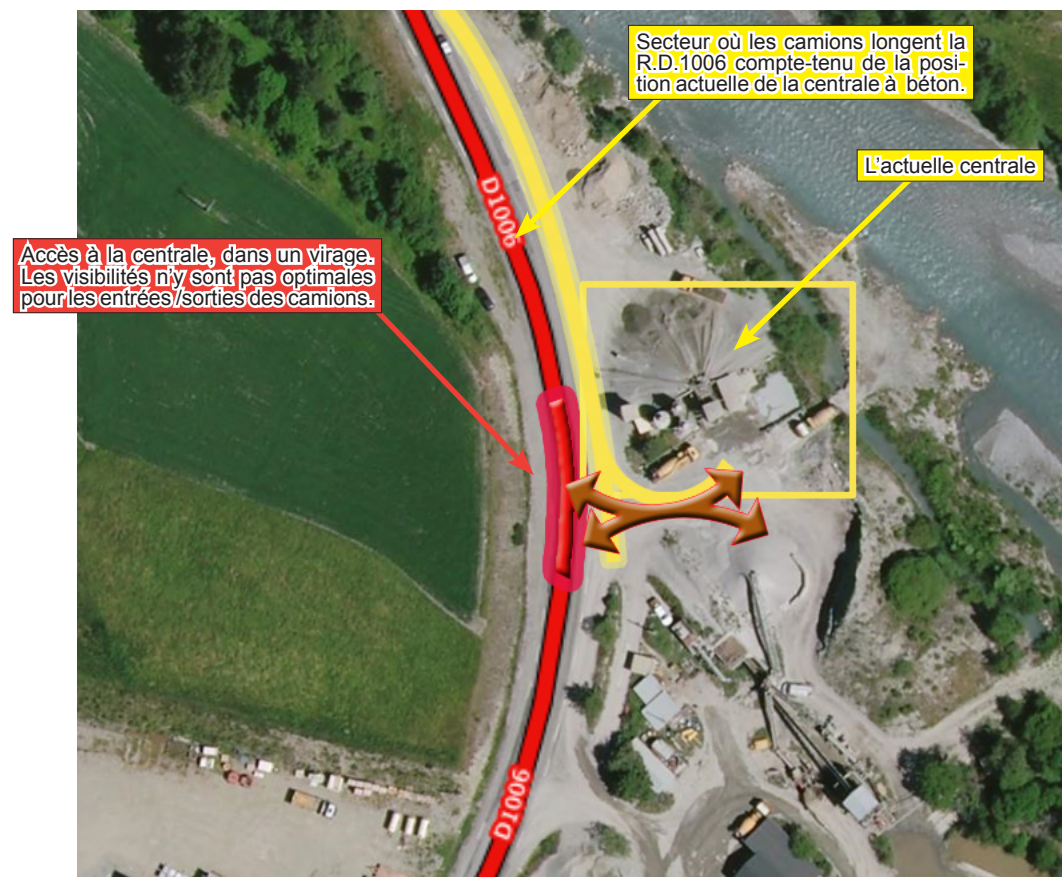
Les zones classées R correspondent aux espaces d'inondation de tous les aléas de crue de l'Arc dans les zones non urbanisées (zones agricoles, naturelles et d'urbanisation diffuse). La réglementation du PPRI autorise, sous certaines conditions, des activités en zone rouge « A condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets ».

Source : HYDRETTES Alpes du Nord



Les entrées / sorties des camions

La centrale actuelle est située dans un virage de la R.D.1006 avec des conditions d'entrées / sorties des camions médiocres entre la route départementale et le site. Par ailleurs, Compte-tenu de la faible distance entre la centrale actuelle et la bande de roulement de la R.D.1006, les camions qui servent l'installation doivent passer près de la route départementale, avec un risque de collision avec les véhicules circulant sur la route. Cette proximité génère aussi l'omniprésence de poussières sur la bande de roulement de la R.D.1006.



Le paysage local

La proximité des installations actuelles et leurs prospects (ceux des silos notamment) font que l'actuelle centrale à béton est très visible, notamment depuis la R.D.1006. Elle dénote dans le grand paysage de Haute Maurienne et étiole les efforts d'intégration des bâtiments d'activités construits de l'autre côté de la R.D.1006, basés sur des volumétries très simples, des hauteurs faibles, des architectures sobres, des luminances de matériaux faibles, des tons gris et bois. L'actuelle centrale leur oppose une composition quasi inverse : des volumes en hauteurs, disparates, des polychromies et plus largement une architecture «industrielle» inhérente à la fonction, mais décalée dans le paysage local.

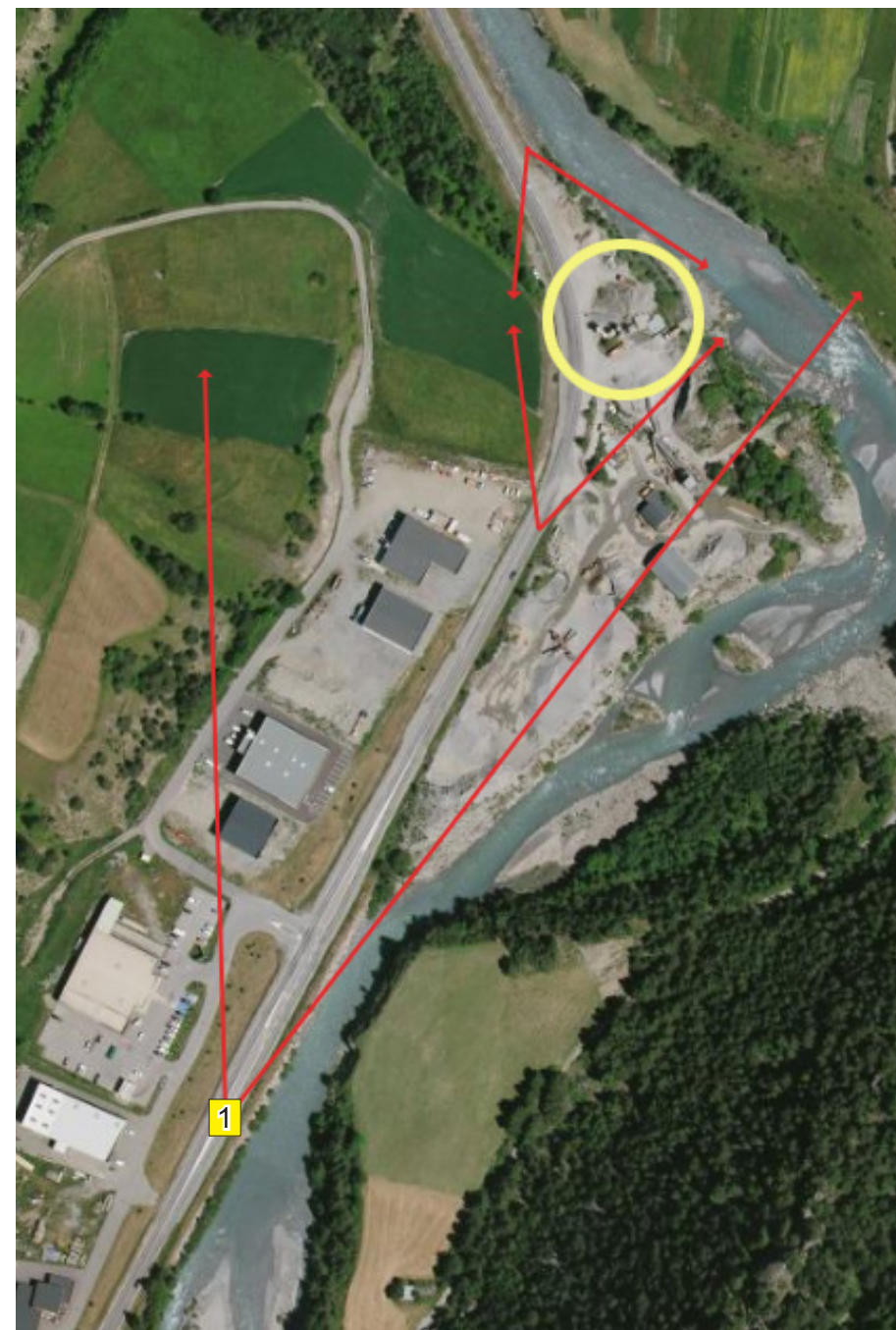


La centrale à béton actuelle est très visible depuis la R.D.1006. En termes de prospect, d'aspect extérieur, elle dénote avec les bâtiments voisins.





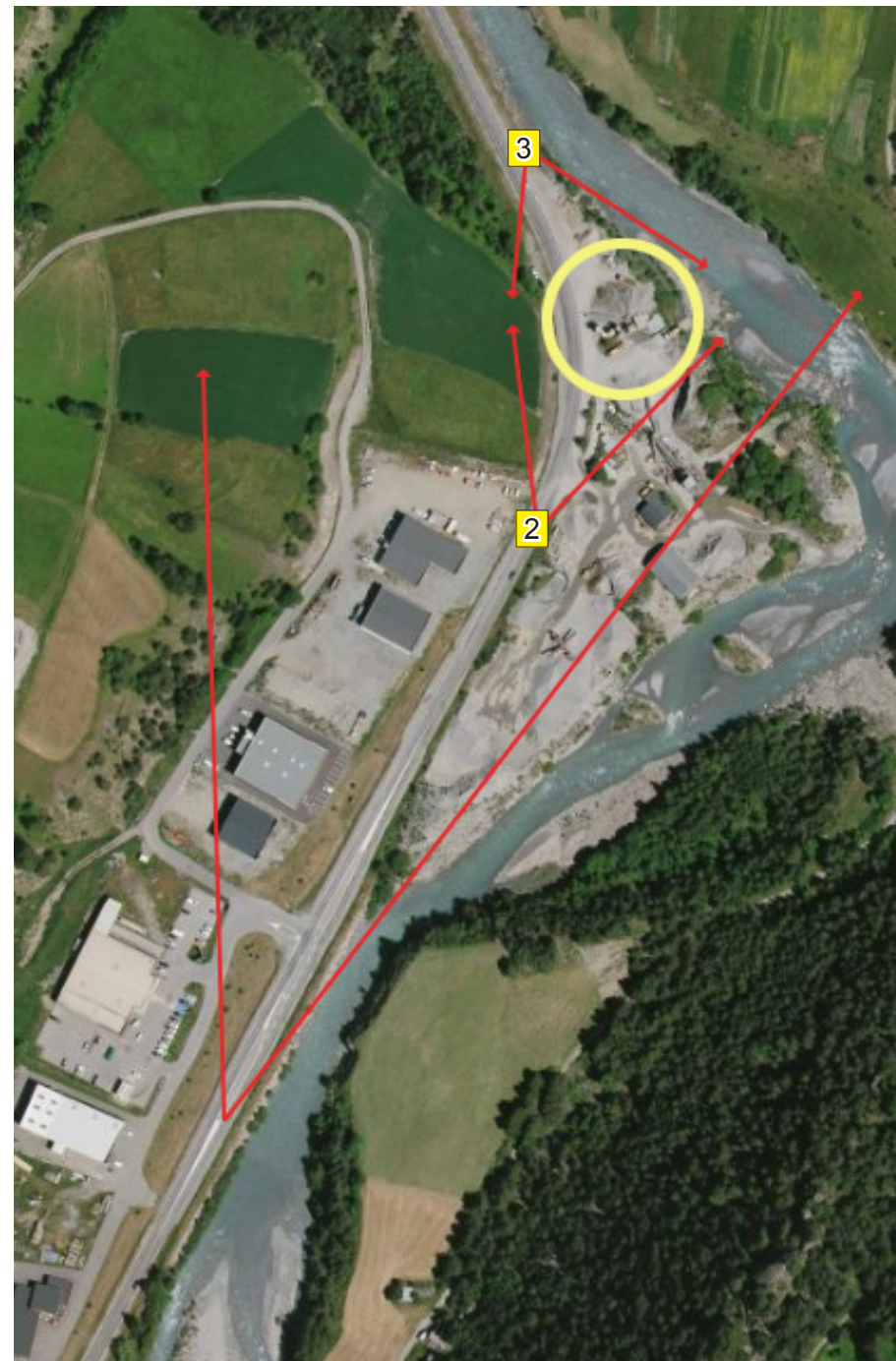
De Sollières Sardières vers Termignon, la centrale à béton actuelle se situe dans le point focal du panorama.





Proche de la route, les installations sont très visibles et «l'architecture industrielle» est décalée avec le grand paysage de haute montagne.

De Termignon vers Sollières Sardières, la centrale à béton actuelle est moins visible, mais le mur et le tumulus dégradent le paysage local.



Le paysage



Implantation de la nouvelle centrale à béton au niveau de la dalle du grand garage poids-lourds. Elle sera quasi accolée au grand garage poids-lourds, sur le terrain actuel de stockage de tout-venant temporaire en attente de concassage et traitement.



La nouvelle centrale à béton sera implantée en retrait d'environ 50 mètres par rapport à l'axe de la R.D.1006 (moins de 10 m pour l'actuelle). En outre, à la hauteur de la nouvelle centrale, la R.D.1006 est longée par un talweg boisé qui forme un écran végétal qui isole visuellement les stockages de matériaux et les bâtiments d'exploitation. Ces bâtiments ne sont pas visibles depuis la route aujourd'hui. Seuls les silos de la nouvelle centrale (12,5 m de haut environ) émergeront très partiellement.

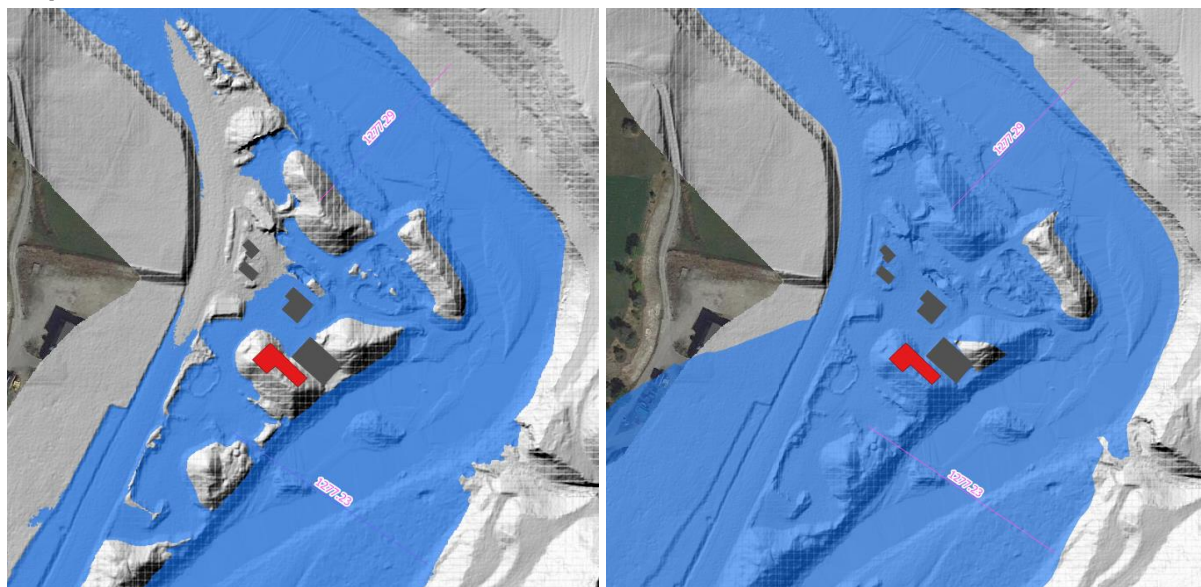
Le projet, en réduisant l'impact paysager par rapport à la situation actuelle est compatible avec le respect des objectifs de protection des paysages, condition nécessaire à la possible dérogation au principe de continuité de l'urbanisation défini par la loi montagne à l'article L122-5 du code de l'urbanisme.

Le risque d'inondations

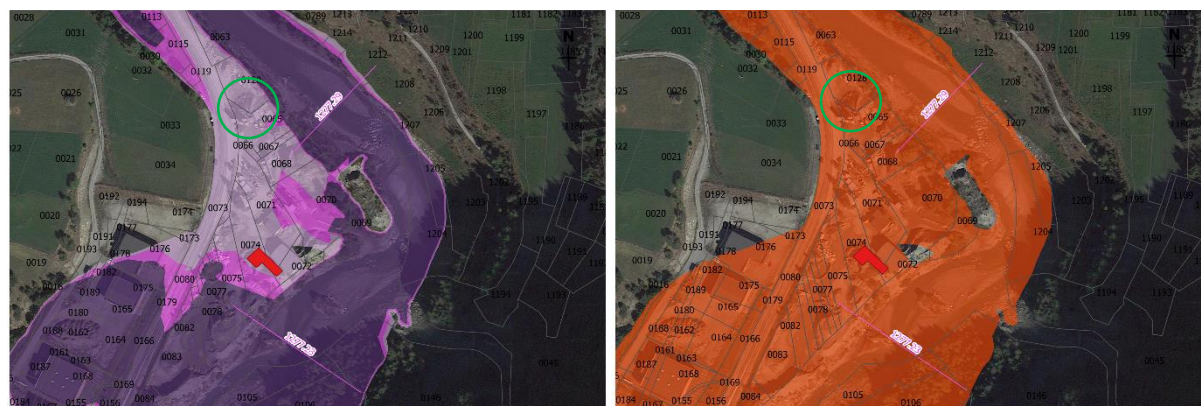
En termes d'inondabilité, les conclusions de l'étude HYDRETUDES Alpes du Nord (en annexe du présent rapport), menée sur le site à une résolution fine ont montré : *L'emplacement projeté est situé dans une zone de hauteurs faibles en cas de crue de référence. Il sera accolé au grand garage poids-lourds actuel dans une zone de stockage de tout-venant temporaire qui est en phase de concassage et traitement. Il est ainsi prévu de retrouver le terrain naturel au niveau altimétrique de la dalle du garage pour implanter la nouvelle centrale à béton. Ce niveau de terrain naturel projet garantira un niveau altimétrique suffisant pour qu'en cas de crue de référence, comme à l'état actuel, les hauteurs d'eau restent faibles (< 0.5m), voire quasi nulle (avec les données topographiques récentes). De plus, la conception de la nouvelle centrale ne requiert aucun génie civil de type murs ou voiles en béton (contrairement à celle exploitée actuellement). Les différents éléments (rampe, silos...) peuvent être déplacés par rapport à la plateforme en cas de besoin, réduisant ainsi sa vulnérabilité. Le projet d'installation de la nouvelle centrale à béton ne devrait ainsi générer ni remblais, ni nouvel obstacle à l'écoulement des crues. Il ne modifie pas la configuration de la berge rive droite actuelle.*

Au regard des caractéristiques de la crue de référence de l'Arc et du projet démantèlement de la centrale actuelle et d'installation d'une nouvelle centrale à béton, l'aléa inondation sur les parcelles n°71, 74 et 72 reste inchangé (aléa fort du fait des vitesses) mais la vulnérabilité de l'équipement réduite. Le bilan entre la situation de l'ancien équipement et du nouvel appareil plutôt favorable à ce dernier.

Les figures ci-contre montrent la limite de l'inondation issues de l'AZI et celle issue de ce traitement. Sur le périmètre de l'exploitation BHM les reliefs (remblais anciens, zones de dépôts ou stockages de matériaux) sont visibles sur le MNT. Ils conditionnent les écoulements sur la zone en créant des zones hors d'eau non prise en compte dans le PPRi. Le nouvel emplacement est dans une de ces zones. L'ancien emplacement est hors d'eau.



Les figures ci-contre présente les classes de hauteurs et de vitesse au droit du site d'exploitation BHM pour la Q100. Les vitesses sont toutes supérieures à 0.5 m/s (même classe). Les hauteurs d'eau au niveau de la centrale actuelle sont faibles (<0.5m). C'est aussi le cas du site projeté.



Au vu de la grille de la DDT pour définir les classes d'Aléa et compte tenu de la vitesse considérée (>0.5m/s), tout le périmètre d'exploitation BHM a été classé en aléa fort.

Sur la base de l'étude HYDRETTES Alpes du Nord, le service sécurité et risques de la DDT a formulé un avis favorable aux conditions suivantes :

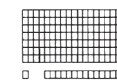
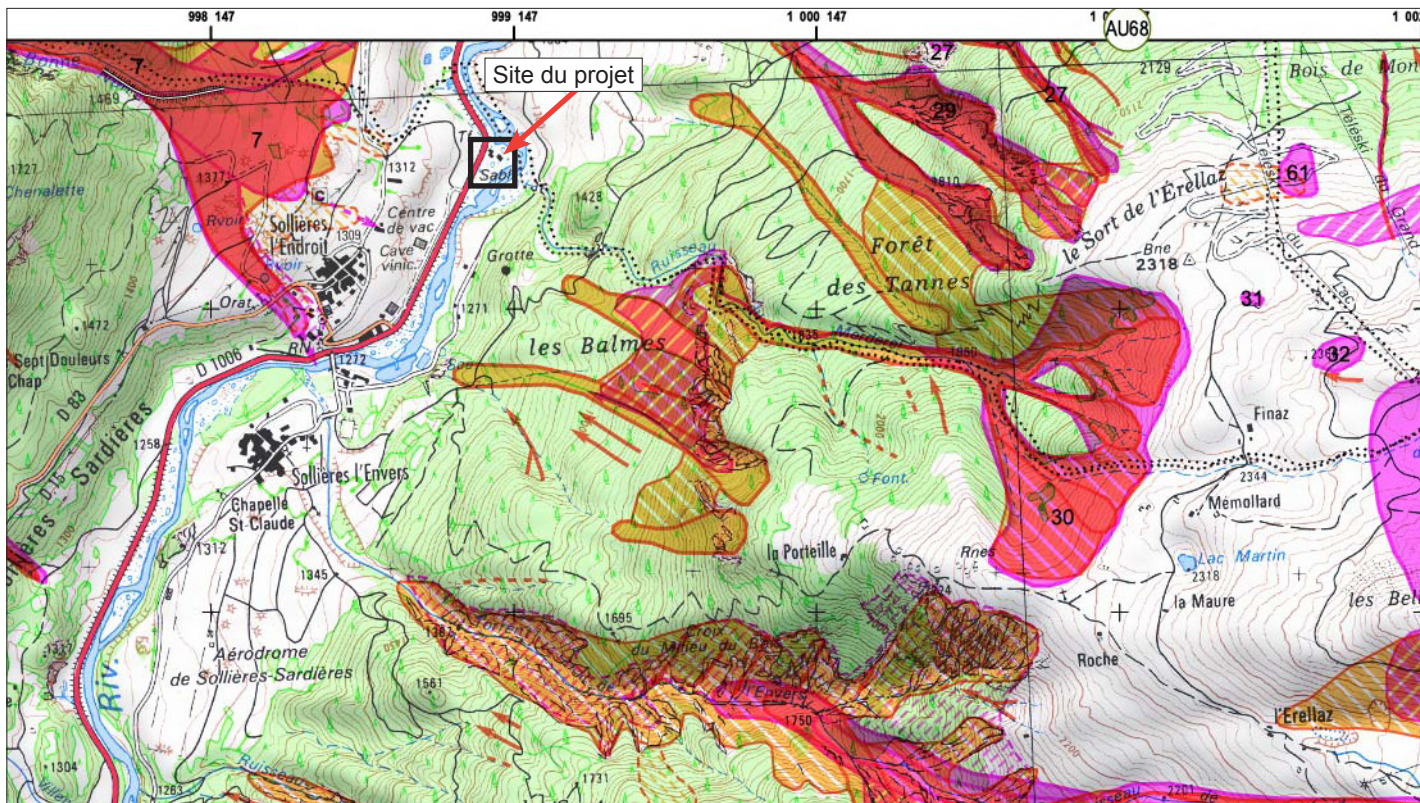
[...] au regard de la politique de l'État en matière de prévention du risque d'inondation et au titre de la sécurité des personnes et des biens, l'autorisation de remplacement de la centrale à béton existante vétuste pourra être accordée sur ce secteur en lit majeur de l'Arc aux conditions suivantes :

- installations de la centrale à béton sur les parcelles cadastrées n° 71 ou 74,*
- démantèlement de la centrale existante et de tous ses équipements,*
- la création de locaux servant de bureaux ne sera pas autorisée, seule une cabine de pilotage sera acceptée,*
- le terrain naturel du site ne fera pas l'objet d'un remblaiement général, seule une légère surélévation de la plateforme servant de support pour les installations modulaires sera acceptée (H= 50 cm).*

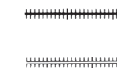
En l'état actuel des informations détenues par le service sécurité et risques, le projet de modification du PLU, sur cette zone naturelle « Nd », nécessaire pour mener à terme le projet de renouvellement de la centrale à béton BHM, reçoit un avis favorable au regard du PPRi de l'Arc approuvé le 12 juillet 2016 à la condition que cette zone reste classée « N » avec un indice adapté à ce seul type d'installation pour éviter une dérive d'expansion urbaine sur ce secteur.

Le risque avalanche

Le site de l'entreprise BHM n'est pas soumis au risque d'avalanche.



Ouvrages charpentés : claies, râteliers, filets



Tournes, digues et murs d'arrêt



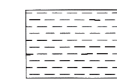
Ouvrages à vent



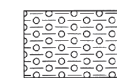
Étraves et dispositifs freineurs



Banquettes larges



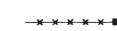
Banquettes étroites



Banquettes boisées



Galerie sur voie de communication



Câble transporteur d'explosif ; gare



Exploseur à gaz



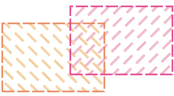
dans le couloir
Détecteur routier d'avalanches



dispositif d'alerte sur la route



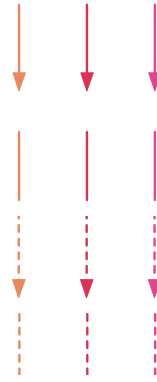
Zone d'avalanches
(dont tout point est exposé à des avalanches d'ampleur variable)



Zone présumée avalancheuse
(zone pour laquelle des informations suffisamment précises n'ont pu être obtenues ou ayant fait l'objet de renseignements non recoupés ou contradictoires)



Zone de dégâts significatifs dus au souffle d'un aérosol
(sans dépôt de neige délimitable)



Avalanche localisée
(emprise d'une largeur inférieure à trente mètres qui ne peut être représentée à l'échelle de la carte)

Écoulement ou liaison localisée entre avalanches

Avalanche localisée présumée

Écoulement ou liaison présumée entre avalanches

DESCRIPTION DU SECTEUR ET DES GRANDS ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET AGRICOLES

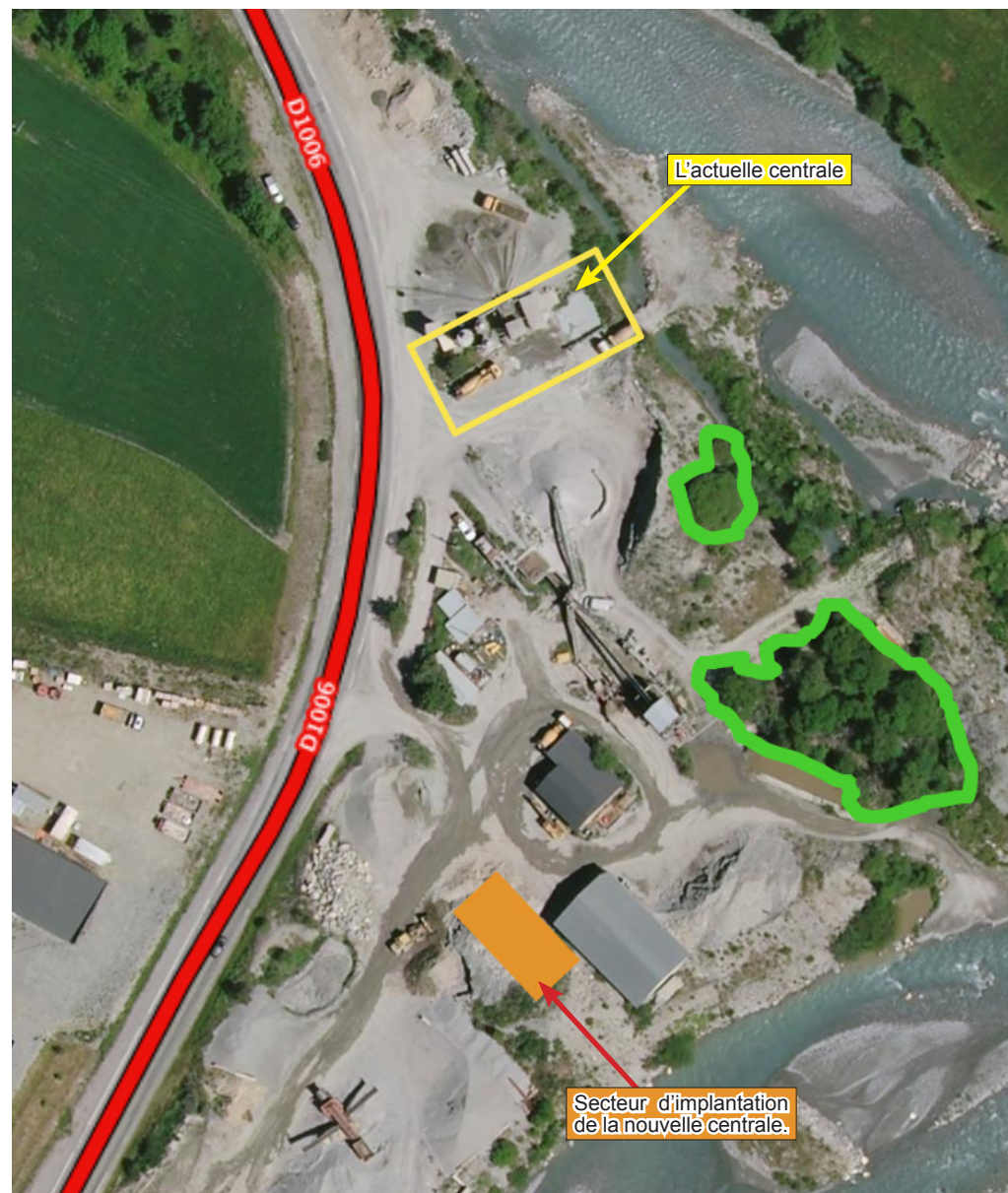
Profil environnemental du site

Le site de l'entreprise BHM tangente l'Arc, en fond de vallon, au sein d'un ensemble partagé entre urbanisation (avec la zone d'activités voisine) et agricole (pâtures, prés de fauche).

Le site sur lequel sera implantée la nouvelle centrale à béton a de particulier, au regard de son environnement proche, un paysage lunaire, où un sol quasi entièrement décapé (sans terre végétale et a fortiori, sans végétation, à l'exception de quelques arbres et arbustes cà et là) est utilisé pour le stockage des matériaux nécessaires à la production du béton. Des bâtiments techniques (garage des poids lourds, atelier) occupent une partie du site, avec l'actuelle centrale.

Au regard de cette situation, le site, quasi dénué de végétation, soumis au ballet des camions, des engins de chantier, où sont stockés les granulats nécessaires à la production de béton ne présente aucun intérêt environnemental ni agricole.

Du point de vue de l'environnement naturel, le déplacement-renouvellement de la centrale à béton, au sein du site de l'entreprise est neutre : sans incidence positive ni négative.



Les ZNIEFF

Le site de l'entreprise BHM et bien plus largement, presque toute la Haute Maurienne sont classés en ZNIEFF* de type 2 (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique) et en ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux), ce qui montre à la fois les richesses faunistiques et floristique exceptionnelles de la Haute-Maurienne mais aussi le caractère «globalisant» de la ZNIEFF de type 2 et de la ZICO, qui masquent de fortes disparités entre par exemple, des pelouses sèches de grande valeur floristique et des espaces bâtis, ou le site lunaire de l'entreprise BHM, sans réel intérêt environnemental.

**Les Z.N.I.E.F.F. ont le caractère d'un inventaire scientifique, sans portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'elles recensent constituent des enjeux d'environnement de niveau supra communal qui doivent être pris en compte :*

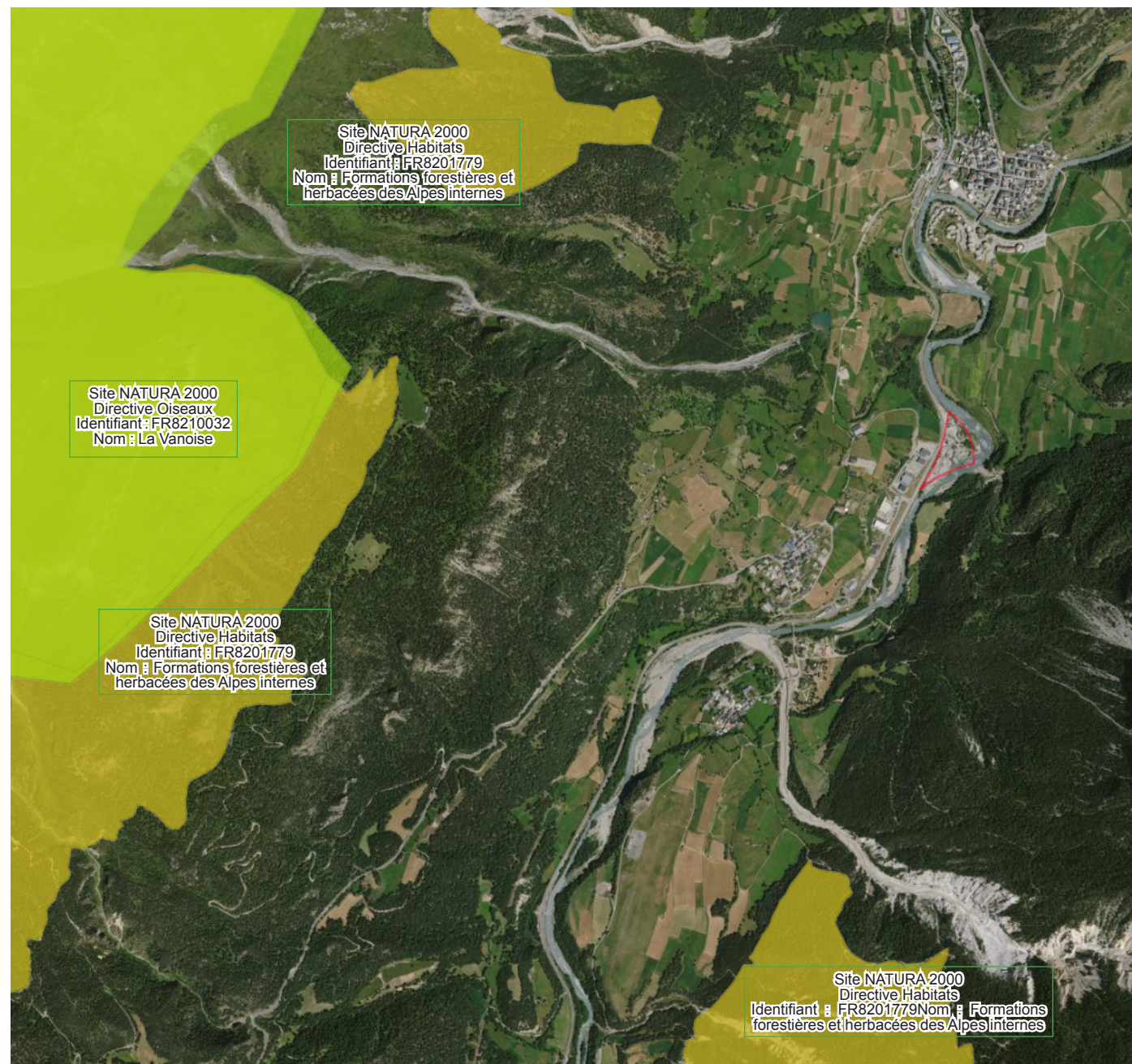
- Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Elles correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.*
- Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 correspondent à de vastes ensembles naturels dont les grands équilibres doivent être préservés.*



Les zones Natura 2000

Le secteur du projet est éloigné des zones Natura 2000 les plus proches (environ 1500 m au plus près) et les milieux naturels relatifs à ces zones Natura 2000 (formations forestières et herbacées des Alpes internes) n'entretiennent pas de lien avec le site de la centrale à béton ni ne s'y retrouvent. Le secteur d'implantation de la centrale à béton se situe sur un terrain décapé et sans végétation.

Natura 2000 est un réseau de sites qui hébergent des espèces et des milieux naturels rares ou menacés à l'échelle européenne. L'engagement des Etats de l'Union Européenne est de préserver ce patrimoine écologique sur le long terme. Dans les zones Natura 2000 s'appliquent les principes d'inconstructibilité, de protection et de limitation au maximum des éventuels impacts directs ou indirects sur les écosystèmes de l'activité humaine et notamment de l'urbanisation.



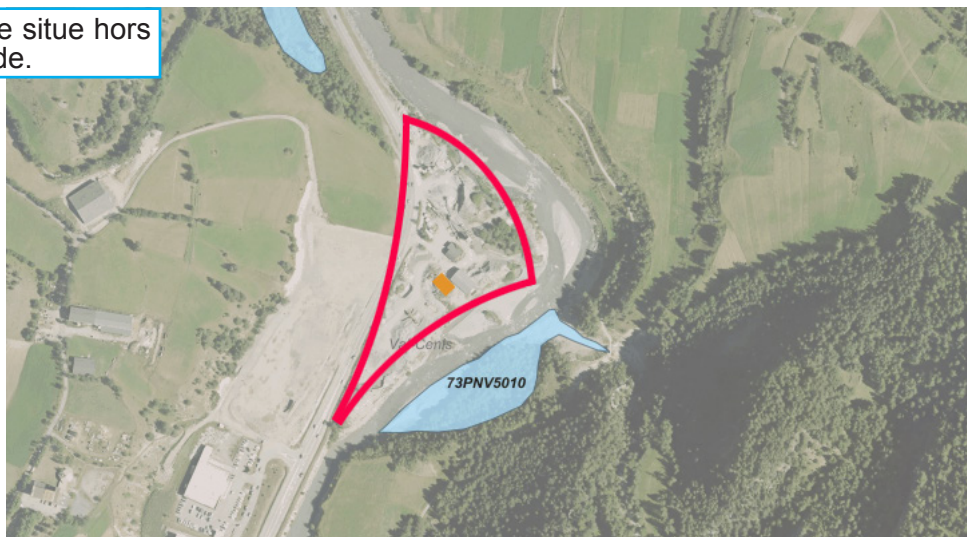
L'Arc et sa ripisylve

La ripisylve de l'Arc constitue un milieu naturel spécifique, qui se distingue de la forêt commune de pins sylvestre qui domine largement alentour. Cette forêt se compose d'essences hydrophiles diversifiées, qui peuvent notamment constituer des sites de nidification pour des oiseaux. Le site du projet de centrale n'a conservé toutefois que des reliquats de cette ripisylve et le déplacement-remplacement de la centrale ne portera atteinte à aucun arbre encore présent sur le site de l'entreprise.

Le projet est voisin du corridor écologique formé par l'Arc et sa ripisylve. Il ne coupe toutefois aucune continuité Nord Sud (ces continuités se développant en rive gauche de la rivière ici). En outre, le projet de nouvelle centrale, situé dans le prolongement quasi immédiat d'un bâtiment existant, n'artificialisera aucune surface supplémentaire. Par rapport à la situation actuelle, l'incidence du projet sur l'environnement est nulle et sans impact sur l'Arc et sa ripisylve (comme sur leurs fonctions dans le réseau écologique local).

Les zones humides

Le projet se situe hors zone humide.



Pin sylvestre pur

Mélange de conifères

Forêt de feuillus fermée. Ripisylve de l'Arc.

Conclusions sur les incidences du projet sur l'environnement naturel et l'agriculture

Qu'il s'agisse des zones Natura 2000, des ZNIEFF, des corridors écologiques ou des zones humides, compte-tenu du projet : le déplacement-renouvellement d'une centrale à béton au sein d'un site déjà dédié à l'activité, aux sols lunaires, sans enjeux environnementaux ou agricoles, les incidences sont nulles sur l'environnement naturel ou l'agriculture.

Le projet est compatible avec le respect des objectifs de protection des milieux caractéristiques du patrimoine naturel, des terres agricoles et pastorales (il n'y a pas de zone forestière en jeu) conditions nécessaires à la possible dérogation au principe de continuité de l'urbanisation défini par la loi montagne à l'article L122-5 du code de l'urbanisme.

TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE

Principes

Le règlement graphique du PLU en vigueur classe en zone naturelle (Nd) le site de l'entreprise BHM. Dans le secteur Nd, ne sont autorisés que :

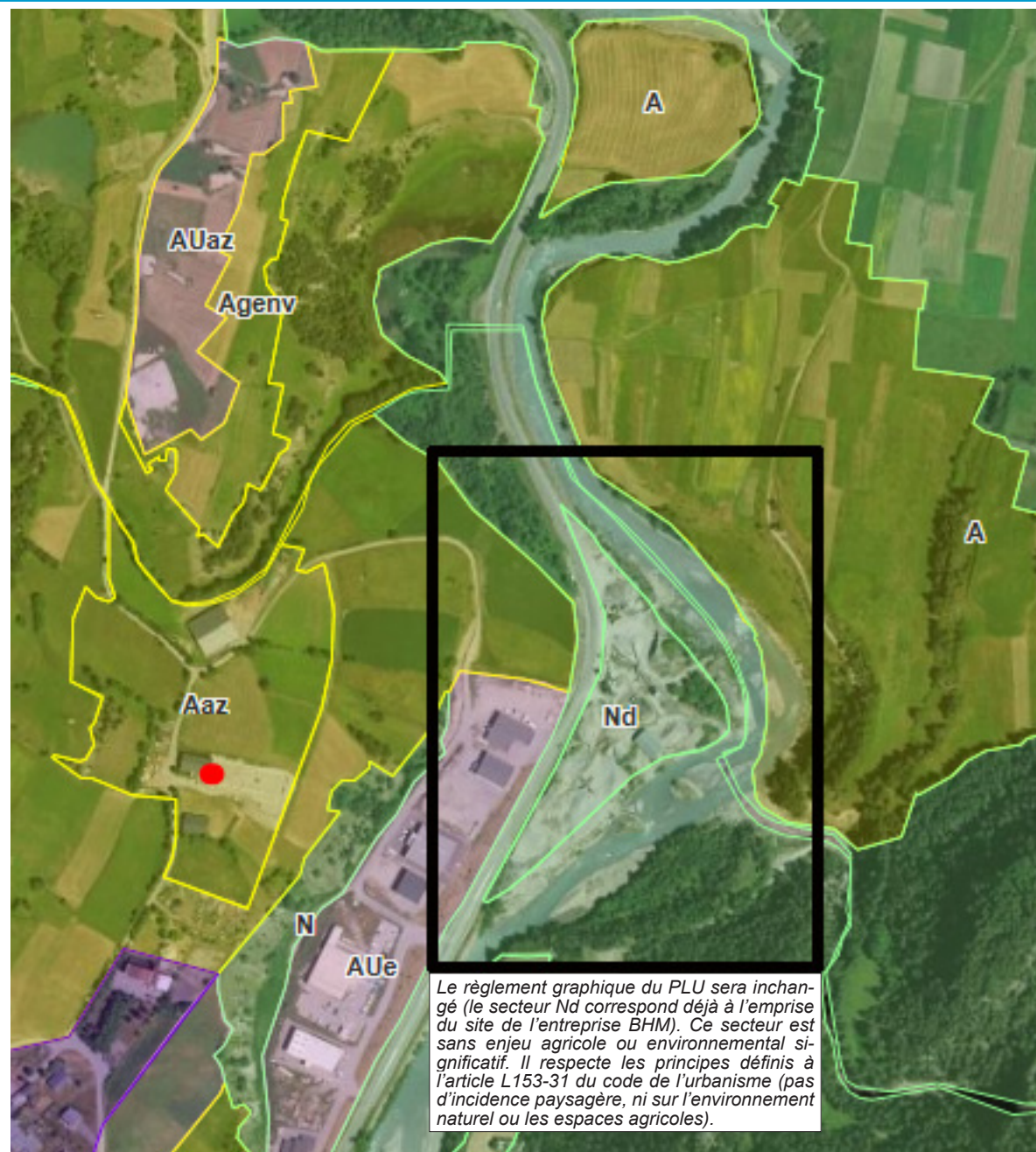
- les constructions et installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif et dont l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement.
- la restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone (disposition applicable dans toutes les zones naturelles «hors sujet» au regard de la vocation du site),
- les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux (disposition applicable dans toutes les zones naturelles «hors sujet» au regard de la vocation du site),
- **le stockage des matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone.**

Les dispositions spécifiques au secteur Nd autorisent uniquement le stockage des matériaux. Or, la nouvelle centrale à béton constitue une construction au titre du code de l'urbanisme, dès lors, elle doit bénéficier d'une autorisation d'occupation du sol pour pouvoir être implantée.

Si l'emprise du secteur Nd n'a pas besoin d'être modifiée (il englobe le terrain d'assiette de l'entreprise, y compris le secteur d'implantation proposé pour la centrale à béton), il est par contre nécessaire de modifier le règlement du secteur Nd, pour qu'il permette l'implantation de la centrale à béton et plus largement, permette le fonctionnement de l'entreprise et tienne compte de la présence, outre de la future centrale, de bâtiments existants (garage...).

Il est donc proposé, en application de l'article L151-13* du code de l'urbanisme, d'assimiler le secteur Nd à un Secteurs de Tailles et de Capacités d'Accueil Limitées (STECAL). Dans ce STECAL, seront autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'entreprise (production de béton).

Cette option traduit «l'esprit» de la loi, dont l'objectif est de rendre possible un projet sans incidence sur les conditions d'occupation ou d'utilisation du sol alentour : le règlement de la zone Nd modifié permettra de circonscrire à l'emprise du terrain d'assiette de l'entreprise et à son environnement immédiat l'application des nouvelles règles. Le règlement, établi «sur mesure», permettra d'implanter la centrale à béton telle qu'elle est projetée et «la vie» du site (pour la gestion des autres bâtiments et installations présents). Les règles d'occupation et d'utilisation du sol n'affranchiront pas toutefois des règles très restrictives liées à l'inondabilité.



Le règlement graphique du PLU sera inchangé (le secteur Nd correspond déjà à l'emprise du site de l'entreprise BHM). Ce secteur est sans enjeu agricole ou environnemental significatif. Il respecte les principes définis à l'article L153-31 du code de l'urbanisme (pas d'incidence paysagère, ni sur l'environnement naturel ou les espaces agricoles).

Modification du règlement écrit de la zone N

Article N2

Rédaction actuelle de l'article N2

Occupations et utilisations du sol admises mais soumises à des conditions particulières

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3- Dans le secteur Nd, le stockage des matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone.

4- Dans le secteur Nf, les installations et équipements liés aux activités touristiques de loisirs.

5- Dans le secteur Ns, les installations et équipements liés au domaine skiable.

6 - Dans le secteur Nu, la restauration, le changement de destination et l'extension mesurée des bâtiments anciens ainsi que la construction de garages et annexes liés et à proximité immédiate, sous réserve de, n'apporter aucune gêne au voisinage, de pas porter atteinte à la destination de la zone et d'être desservis.

7 - Dans le secteur de carrière repéré au plan de zonage, l'exploitation de matériaux sous réserve d'une réhabilitation des sites en fin d'extraction.

8 - Préservation des espaces ruraux :

Les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.

**Ces règles sont «calées» sur celles établies dans le PPRi de l'Arc, par souci de cohérence entre PPRi et PLU.*

***La règle d'emprise au sol a été définie sur les cotes de la nouvelle centrale à béton (28,5 m × 20 m environ).*

****Conformément aux dispositions demandées par le service sécurité et risques de la DDT de la Savoie.*

Nouvelle rédaction de l'article N2

Occupations et utilisations du sol admises mais soumises à des conditions particulières

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

1 - La restauration des bâtiments anciens agricoles pour leur intérêt patrimonial sous réserve de n'apporter aucune gêne au voisinage, de ne pas porter atteinte à la destination de la zone.

2- Les équipements pastoraux au titre des mesures prises pour la protection des troupeaux.

3- Dans le secteur Nd :

- le stockage des matériaux sous réserve d'être compatible à terme avec la vocation de la zone,
- les extensions sans changement de destination, limitées à 20% de l'emprise au sol initiale des bâtiments existants et/ou à 20% de la surface de plancher initiale dans le cas d'extensions en étage, sous réserve de ne pas créer de nouvelle activité supplémentaire*.
- les constructions et installations techniques nouvelles nécessaires à l'activité de production de béton et notamment les centrales à béton et leurs différents organes (silos, locaux de commande, malaxeurs..) sous réserve que les nouvelles installations postérieures à la date d'approbation de la modification n°3 du PLU :
 - soient au total d'une emprise au sol inférieure ou égale à 650 m²***.
 - soient implantées sur les parcelles cadastrées 287ZR 71 et/ou 287ZR 74***
 - que le terrain naturel du site d'implantation ne fasse pas l'objet d'un remblaiement général. Seule une légère surélévation de la plateforme servant de support pour les installations modulaires est autorisée (H= 50 cm).***

4- Dans le secteur Nf, les installations et équipements liés aux activités touristiques de loisirs.

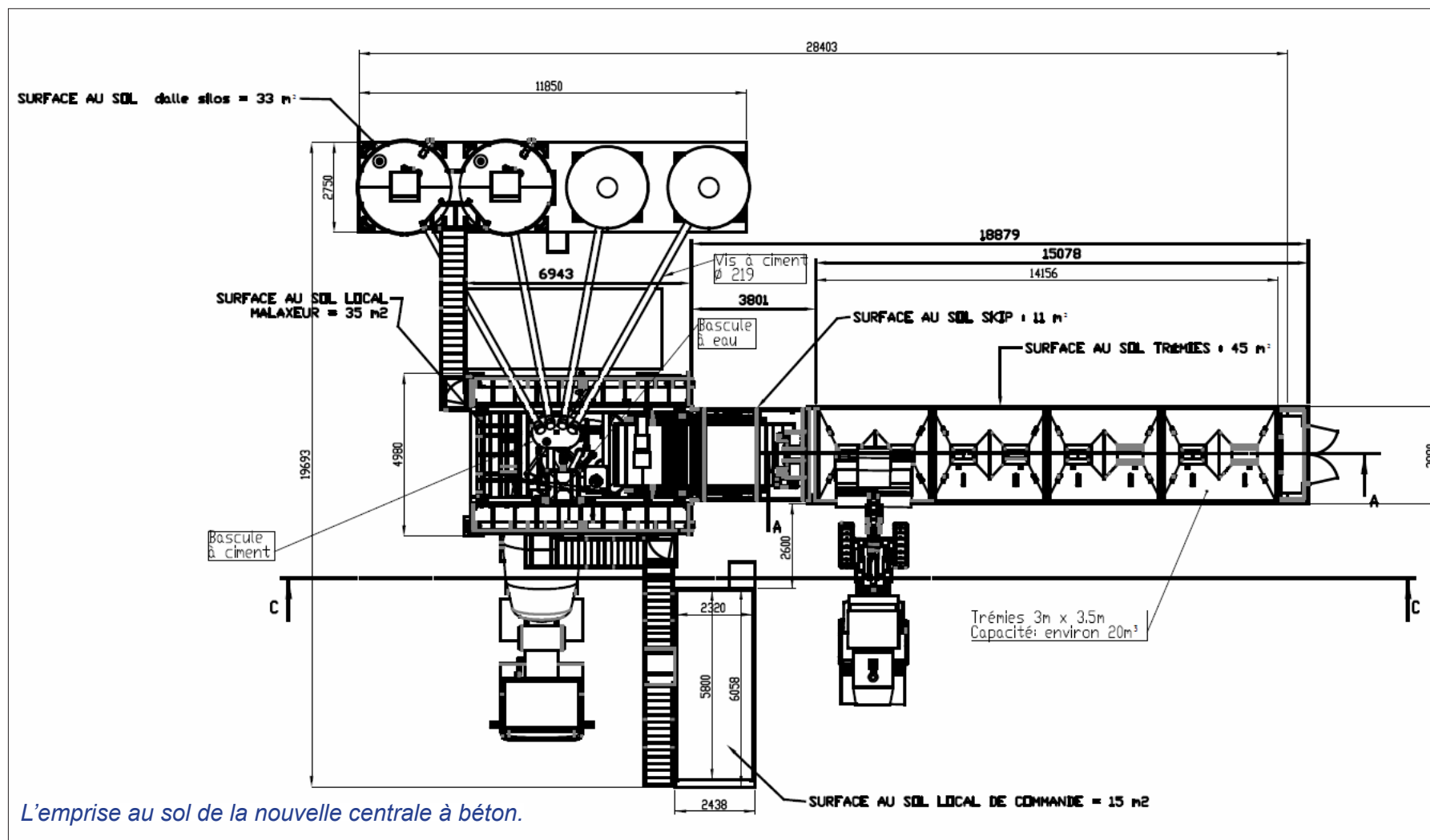
5- Dans le secteur Ns, les installations et équipements liés au domaine skiable.

6 - Dans le secteur Nu, la restauration, le changement de destination et l'extension mesurée des bâtiments anciens ainsi que la construction de garages et annexes liés et à proximité immédiate, sous réserve de, n'apporter aucune gêne au voisinage, de pas porter atteinte à la destination de la zone et d'être desservis.

7 - Dans le secteur de carrière repéré au plan de zonage, l'exploitation de matériaux sous réserve d'une réhabilitation des sites en fin d'extraction.

8 - Préservation des espaces ruraux :

Les constructions autorisées ne devront pas avoir de conséquences dommageables pour l'environnement ou conduire à la destruction d'espaces boisés et agricoles représentant une valeur économique ou écologique, ni représenter un risque de nuisances pour les ressources en eau.



Article N9

Rédaction actuelle de l'article N9

Emprise au sol des constructions

Non réglementé.

Dans le STECAL, la densité doit être réglementée. C'est pour cette raison que l'emprise au sol destinée à l'installation de la nouvelle centrale est limitée à 650 m² (pour une emprise projetée de 600 m² environ), afin d'intégrer des adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires.

Nouvelle rédaction de l'article N9

Emprise au sol des constructions

Zone N, secteurs Nd, Nf, Ni, Np, Ns, Nu : non réglementé.

Secteur Nd : l'emprise au sol maximale des centrales à béton nouvelles à la date d'approbation de la modification n°3 du PLU et leurs différents organes (silos, locaux de commande, malaxeurs...) est fixée à 650 m².

Article N10

Rédaction actuelle de l'article N10

Hauteur maximale des constructions

Zones et secteurs N, Nd, Nf, Ni, Np, Ns, Nu

1- La hauteur des constructions est mesurée en tout point du bâtiment jusqu'au sol naturel (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus).

2- La hauteur maximale est fixée à 10 mètres.

Le principe de STECAL implique la définition de règles qui permettent de limiter la densité des constructions et installations. Il est donc nécessaire de définir une hauteur maximale. Par ailleurs, dans le règlement du secteur Np actuel, la hauteur maximum est fixée à 10 m. Cette hauteur est insuffisante pour la centrale à béton projetée, dont les silos culminent à 12,5 m environ. Afin d'intégrer des adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires en phase projet, la hauteur maximale a été fixée à 13 m.

Nouvelle rédaction de l'article N10

Hauteur maximale des constructions

La hauteur des constructions est mesurée en tout point du bâtiment jusqu'au sol naturel (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus).

Zones et secteurs N, Nd, Nf, Ni, **Np, Ns, Nu**

La hauteur maximale est fixée à 10 mètres.

Secteur Np

La hauteur maximale est fixée à 10 mètres. Elle est portée à 13 m pour les constructions et installations techniques nouvelles nécessaires à l'activité de production de béton et notamment les centrales à béton et leurs différents organes.

Article N11

L'actuel article N11 définit les règles d'aspect extérieur des constructions indistinctement pour tous les secteurs de la zone naturelle, en dépit d'occupations du sol très disparates. On comprend par exemple, que les enjeux de préservation du patrimoine bâti dans les zones N d'alpage, ou ceux relatifs à l'intégration de bâtiments nouveaux dans le prolongement de hameaux historiques ne se retrouvent pas sur le site de l'entreprise BHM, où l'on compte, outre la centrale à béton actuelle, deux bâtiments techniques, au sein d'une aire de stockage de matériaux nécessaires à la fabrication de béton. Il faut donc supprimer les ambiguïtés du règlement actuel sur les règles d'aspect extérieur des constructions à appliquer dans le secteur Np.

Rédaction actuelle de l'article N11

Aspect extérieur des constructions

Zones et secteurs N, Nd, Nf, Ni, Np, Ns, Nu

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

1 - Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. L'orientation du faitage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faitages environnants.

2 - Aspect des façades

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc
Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

3 - Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans.

Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45 %.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze.

Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

4- Clôtures

Les clôtures seront constituées de bois, grillage ou par des haies. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement.

Nouvelle rédaction de l'article N11

Aspect extérieur des constructions

Les divers modes d'occupation et d'utilisation du sol ne doivent pas, par leur implantation ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les réhabilitations de bâtiments anciens, témoignages de l'architecture rurale traditionnelle, doivent être faites dans un souci de préservation du patrimoine : des modifications ayant pour but d'améliorer l'intégration de la construction à son environnement et son adaptation au terrain pourront être exigées pour l'obtention du permis de construire. Tout projet qui n'aboutirait pas à une bonne intégration pourra être refusé.

Zones et secteurs N, Nd, Nf, Ni, **Np, Ns, Nu**

Les dispositions du présent article s'appliquent aux bâtiments principaux et à leurs annexes fonctionnelles.

1 - Implantation

Les constructions, par leur composition et leur accès, doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci. L'orientation du faitage des constructions doit tenir compte de celle de la majorité des faitages environnants.

2 - Aspect des façades

Sont interdits les imitations de matériaux, ainsi que l'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits, tels que parpaings de ciment, briques de montages, etc
Les maçonneries destinées à être enduites recevront, dans le cas de restaurations, un parement de type enduit écrasé ou brossé, à base de chaux aérienne ou de ciment artificiel avec incorporation de sable de carrière.

La superficie des bardages bois ne pourra représenter plus du tiers d'une façade de la construction.

Les teintes vives et le blanc pur sont interdits.

3 - Aspect des toitures

Les toitures à une seule pente et les toits plats sont interdits sauf pour les annexes accolées ne comportant pas plus d'un niveau. Les toitures doivent être à 2 pans.

Les pentes de toiture doivent être comprises entre 35 et 45 %.

Les matériaux de couverture seront constitués de lauzes ou de matériaux dans une nuance s'harmonisant avec la lauze.

Dans la zone « Cœur du Parc de la Vanoise », les matériaux de couverture seront constitués de lauzes.

Les débords de toiture ne doivent pas être inférieurs à 0,50 mètre.

4- Clôtures

Les clôtures seront constituées de bois, grillage ou par des haies. Elles ne pourront pas excéder 1,20 m de hauteur et devront être compatibles avec le déneigement.

Nouvelle rédaction de l'article N11

Aspect extérieur des constructions (suite)

Secteur Np

Les règles d'aspect extérieur des constructions proposées pour le secteur Nd traduisent le concept d'intégration paysagère dans le contexte rural, en favorisant une architecture discrète, aux luminances faibles, sans toutefois imposer des règles similaires à celles définies pour les zones d'habitat ou d'activités économiques, pour des bâtiments dont les contraintes fonctionnelles pourraient mal s'accommoder de règles d'aspect extérieur trop strictes, qui plus est dans un environnement immédiat où les enjeux sont faibles (les bâtiments sont très peu visibles, le plus souvent masquées par les stockages de matériaux).

Bâtiments :

- l'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit est interdit (briques creuses, parpaings agglomérés etc.)
- quel que soit le revêtement de façade, les couleurs vives sont prosrites, sauf pour souligner des éléments architecturaux (encadrements d'ouvertures ou autres) et le traitement des éventuelles enseignes sur façade.
- Toutefois, l'aspect extérieur des constructions n'est pas réglementé pour les constructions et installations techniques nouvelles nécessaires à l'activité de production de béton et notamment pour les centrales à béton et leurs différents organes.

Clôtures :

La hauteur des clôtures (lorsqu'elle se situe en bordure de voies et emprises publiques) se mesure à partir du niveau du trottoir fini (ou de la chaussée en l'absence de trottoir).

- La hauteur maximale des clôtures est fixée à 2 m. Elles pourront être composées : d'un grillage. Le grillage sera végétalisé par des plantes grimpantes et couvrantes. Les clôtures pourront être doublées par des haies végétales d'essences locales mélangées (2 m de haut maximum).

Toutefois :

- pour des raisons de sécurité publique, en bordure des voies ouvertes à la circulation, la hauteur des clôtures pourra être limitée dans le cas où ces clôtures constitueraient une gêne ou un danger pour la sécurité des usagers (par exemple carrefour, biseau de visibilité, courbe...).